

M. Salisman: Puisque les banques n'ont presque pas de concurrence et que des hausses de ce genre peuvent entraîner des pressions inflationnistes, le ministre n'estime-t-il pas qu'il s'agit d'un cas spécial qui pourrait être renvoyé au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, je vais le signaler à mon collègue, le ministre de la Consommation et des Corporations. D'ailleurs, je présume que la Commission des prix et des revenus examinera aussi la question.

* * *

LES ROUTES

L'AUTOROUTE DE L'ALASKA—LES ENTRETIENS AVEC LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN ET LA C.-B. AU SUJET DU PAVAGE

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question au premier ministre suppléant. Étant donné l'intensification des initiatives pour stimuler l'emploi dans le Nord canadien et au Yukon, le gouvernement a-t-il déjà amorcé des entretiens avec le gouvernement américain et celui de la Colombie-Britannique au sujet du pavage de l'autoroute de l'Alaska? Sinon, peut-on prévoir de tels entretiens?

L'hon. Arthur Laing (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le gouvernement des États-Unis a autorisé un groupe de représentants de ce pays à s'entretenir avec le gouvernement canadien de l'amélioration de la route de l'Alaska. Pour le Canada, c'est une excellente nouvelle car, depuis des années, l'état de cette route laisse à désirer si l'on veut qu'elle devienne vraiment utile. Nous attendons maintenant que le gouvernement des États-Unis prenne l'initiative et nous serons heureux de nous entretenir avec ses représentants au sujet de la répartition des frais d'amélioration de la route.

M. Erik Nielsen (Yukon): Au sujet des bills dont sont saisis le Congrès et le Sénat des États-Unis pour le partage des frais du pavage de la grande-route, le gouvernement canadien croit-il que les quotes-parts sont acceptables?

L'hon. M. Laing: Monsieur l'Orateur, mon honorable ami du Yukon veut parler sans doute d'un bill privé qui a été présenté au Congrès plusieurs fois et à la suite duquel aucune mesure n'a été prise. Apparemment, certains pourcentages ont été établis dans le bill et j'ajouterais que, à l'heure actuelle, les voitures et les camions américains utilisent cette route dans une proportion de 72 p. 100. Si l'on considère que la répartition des frais dans cette proportion serait équitable, ce pourrait être le point de départ de nos consultations.

[L'hon. M. Benson.]

LES FINANCES

LES PRÊTS AUX ÉTUDIANTS—LES MODALITÉS DE REMBOURSEMENT

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Comme le chômage chez les étudiants est et sera élevé, le ministre songe-t-il à modifier les règlements sur les prêts aux étudiants, afin que ceux-ci n'aient pas à commencer à rembourser les prêts avant six mois après avoir obtenu un emploi, plutôt que six mois après avoir terminé leurs études, comme ils doivent le faire actuellement?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, ces questions sont chaque année l'objet de consultations entre les provinces et nous-mêmes. Bien sûr, mon honorable ami sait que, dans des circonstances spéciales, les institutions font en sorte que le remboursement d'un prêt soit différé jusqu'à ce que l'étudiant occupe un emploi. A vrai dire, la période de remboursement peut se prolonger jusqu'à dix ans; la date du début des versements sera fixée suivant diverses modalités par l'institution de prêt.

* * *

LES PÊCHES

LA PRÉSENCE DE CHALUTIERS ÉTRANGERS DANS LES EAUX TERRITORIALES

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Pêches, je voudrais poser une question à son secrétaire parlementaire. Suivant des rapports que je viens de recevoir, on aurait épuisé les pêches au large du Sud-Ouest de Terre-Neuve et les chalutiers étrangers, après s'être dirigés vers d'autres régions de la province, ne tiennent aucun compte de la directive du gouvernement leur enjoignant de demeurer au-delà de la limite de 12 milles. Dans les circonstances, quelles mesures seront prises par le gouvernement pour faire observer la limite imposée?

M. Eymard Corbin (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et Forêts): Monsieur l'Orateur, je devrai tenir cette question pour préavis.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): J'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre suppléant, monsieur l'Orateur. Vu l'importante déclaration du ministre des Pêches et des Forêts vendredi dernier à la Chambre et le fait qu'il devrait être ici aujourd'hui d'après le tableau de présence, et compte tenu de l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le premier ministre suppléant peut-il nous assurer que le ministre des Pêches et des Forêts sera là demain pour répondre aux questions sur un sujet d'une telle importance?

L'hon. Arthur Laing (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je comptais sur la présence du ministre des Pêches et des Forêts aujourd'hui. Il était à Vancouver hier comme moi...